

L'histoire entre Eltsine et Poutine : la vision du passé dans le discours politique russe

Autor(en): **Herrmann, Irène**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **11 (2004)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-26390>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'HISTOIRE ENTRE ELTSINE ET POUTINE

LA VISION DU PASSE DANS LE DISCOURS POLITIQUE RUSSE¹

IRENE HERRMANN

Plus que tout autre peut-être, le monde politique, soit l'ensemble des décideurs susceptibles d'influencer le devenir de leurs semblables, se présente comme un diffuseur privilégié de l'histoire. Sous l'Ancien Régime déjà, les gouvernants ont développé une rhétorique justifiant leur action par la référence régulière à des modèles puisés dans un passé plus ou moins lointain et plus ou moins mythifié. Au sein des systèmes démocratiques, ce rôle de transmetteur s'enrichit d'une composante qui le rend réflexif. De par le jeu électoral, le parlement librement choisi par les citoyens se transforme en vitrine des qualités représentatives du député.² A ce titre, ce dernier ne convoque plus uniquement les éléments ou les traditions qu'il estime fondamentaux, mais ceux qu'il pense être considérés comme tels par le public.³ Dans ce cadre, le discours politique se situe au croisement des représentations historiques des contemporains, susceptible de façonner mais également de refléter et de perpétuer ce que les hommes estiment devoir retenir de leur héritage collectif.

Cette double opération, intéressante en soi, devient fascinante quand le contexte dans lequel elle s'inscrit est celui d'une rupture fondamentale et lorsqu'elle intervient ainsi durant ce que l'on appelle couramment une période de transition. Cette configuration particulière est celle de la Russie d'après 1989. Depuis la chute du mur de Berlin, ce pays a expérimenté l'effondrement du communisme et l'éclatement de l'Union soviétique. Non seulement ces événements ont marqué la fin d'un régime scandé d'épisodes douloureux, mais ils comportent bien des aspects traumatiques et, en outre, ils sont récents. Cet ensemble de caractéristiques signifie que les témoins de ces bouleversements sont encore vivants et, mieux encore, que certains de leurs principaux acteurs sont aujourd'hui amenés à se côtoyer au sein des mêmes rouages étatiques.

L'une des institutions les plus emblématiques, à cet égard, est la chambre basse du législatif, la Douma. Sur la base des débats de ces deux dernières législatures, recouvrant les discussions menées entre 1996 et 2003, il s'agira donc d'observer à la fois l'importance discursive dévolue au passé et son interaction avec la dynamique idéologique générée par le poids de ce même passé. En ■ 71

d'autres termes, l'examen de l'argumentation et de la rhétorique des députés de la toute jeune démocratie russe devrait permettre de comprendre dans quelle mesure les temps écoulés interfèrent avec l'activité parlementaire présente. Et au-delà des questions classiques sur la nature des faits évoqués, l'identité de leurs énonciateurs, les modalités de leur exposition et les objectifs de leur instrumentalisation, c'est tout le problème de la gestion du passé dans une société brutalisée⁴ qui devrait être abordé, tant dans ses efforts de dépassement, ses espaces d'adaptation et ses potentialités d'exploitation que dans sa signification future.

HISTOIRE POLITIQUE

Peu de contrées connaissent une histoire aussi mouvementée et aussi tragique que la Russie, à tel point qu'Hélène Carrère d'Encausse a pu axer l'ensemble de cette destinée nationale autour de la notion de malheur.⁵ Son interprétation pessimiste des choses touche même l'époque médiévale, traditionnellement considérée comme une période florissante de protodémocratie à laquelle les historiens font volontiers remonter l'origine de ce qui deviendra le pays actuel. Avec l'affirmation de la Moscovie, à la fin de la domination mongole, sa perception du phénomène peut s'appuyer sur l'autoritarisme croissant d'un pouvoir toujours plus hégémonique. Dès lors, tout le cheminement subséquent peut effectivement s'analyser comme la manifestation d'un régime à tendance impériale, favorisant une infime minorité de privilégiés, au détriment de l'immense majorité de la population. Cette dynamique génère de grandes souffrances, contrebalancées par l'affirmation d'une incontestable grandeur internationale. Dans ce cadre trop schématiquement brossé s'insèrent l'essentiel des éléments qui font la spécificité du parcours russe, constellé de phénomènes au coût humain pour le moins élevé, à l'instar du servage, des réformes piétrines, des tentatives d'occidentalisation des derniers tsars, de la révolution, du stalinisme, des deux conflits mondiaux ou encore de la guerre froide.

Dans cette optique, la perestroïka et la «modernisation»⁶ subséquente du pays ne constituent pas de simples changements conjoncturels mais se présentent comme une véritable inversion structurelle, qui enregistre l'incontestable déclin mondial du pays au profit d'une préoccupation accrue pour la réalisation individuelle des citoyens.⁷ La chose ne se fait pas sans soubresauts, revirements multiples, ni sans d'innombrables «dommages collatéraux». Ainsi, les mesures d'assouplissement prises à la fin des années 1980 se soldent par une détérioration notable des conditions d'existence, par un démembrement de l'ancien bloc

72 ■ communiste et aboutissent à une lutte de pouvoir qui précipite la chute de

l'URSS. Entérinée en décembre 1991, la dissolution de l'Union soviétique signe la destitution de Mikhaïl Gorbatchev et permet à son principal instigateur, Boris Eltsine, de prendre les rênes de la Russie, déclarée héritière internationale de l'ancien Empire désormais éclaté. Pour consolider son pouvoir, le nouveau président entreprend de mater, à l'automne 1993, une révolte de son parlement majoritairement communiste, qu'il remplace par une Douma entièrement reconstituée.

HISTOIRE INSTITUTIONNELLE

Le nom de la nouvelle assemblée n'est pas nouveau et reprend celui du législatif que le dernier tsar, Nicolas II, avait été contraint de former à la suite de la révolution de 1905.⁸ L'institution, qui fonctionna comme un véritable laboratoire des pratiques parlementaires, fut profondément altérée par les bouleversements bolcheviques de 1917. Officiellement, ses prérogatives passent alors aux soviets dont le fonctionnement et le principe même s'écartent sensiblement du modèle délibératif occidental, pour devenir un lieu d'entérinement des décisions du parti communiste. Quand ce dernier, sous l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev, perdit sa position déterminante au sein des organes gouvernementaux soviétiques désormais repourvus de structures électorales représentatives, et surtout, quand ses plus fervents partisans eurent échoué dans leur tentative de putsch à l'été 1991, le Soviet suprême ainsi que le Congrès des députés du peuple purent prendre un certain ascendant sur le cours des choses. Leur influence devint d'ailleurs telle qu'une dispute éclata deux ans plus tard sur l'orientation des réformes et, plus encore, pour l'exercice du pouvoir. C'est dans la foulée de sa victoire sur ses rivaux qu'en décembre 1993 Boris Eltsine promulgue une constitution réorganisant les institutions étatiques et, partant, définissant les attributions de la Douma.⁹

Ainsi (re)créée, la chambre basse du législatif russe est à la fois plus professionnelle et plus dépendante de l'exécutif que ne l'étaient les soviets. Elle se compose de 450 députés élus au suffrage universel pour quatre années. Pour l'essentiel, les parlementaires se regroupent au sein de partis les plus variés.¹⁰ Au-delà de cette diversité, on note certaines régularités qui permettent de distinguer quatre grandes tendances idéologiques.¹¹ Toute une frange de la sphère parlementaire se recrute encore chez les communistes qui constituent, d'ailleurs, la majorité de la seconde législature allant de 1996 à 1999. A ces héritiers avoués de l'idéologie soviétique on oppose généralement les partisans d'une démocratie plus ou moins libérale, préconisant une intervention plus ou moins nette de l'Etat. Entre ces deux groupes se situent, tradition-

nellement, les centristes, qui dominent l'échiquier politique dès l'an 2000. Enfin, moins éloignés qu'il n'y paraît de cette configuration de tendances, se positionnent les «patriotes» qui, en rêvant de ressusciter l'ancienne grandeur russe, parviennent à attirer l'électorat de leurs rivaux; tant et si bien que la première assemblée siégeant de 1993 à 1995 leur est tout acquise.

LES TEMPS DE L'HISTOIRE

La victoire des populistes traditionalistes de Zhirinovskiy, lors des élections qui succèdent au putsch de 1993, n'est pas vraiment surprenante dans la mesure où elle semble se placer en étroite corrélation avec l'appréhension que les Russes cultivent alors de leur passé.¹² A cette date, la population semble moins friande de «révélations historiques» qu'elle ne l'avait été au moment de la perestroïka. De fait, dès la fin des années 1980, la *Glasnost* et ses exigences de publicité avaient été l'occasion d'une remise en cause de la période bolchevique. On avait alors assisté à une intense activité dans la publication de sources et à une certaine effervescence dans des cercles proches de l'Association Mémorial, qui ambitionnaient d'exposer toutes les horreurs du stalinisme. Toutefois, au tournant des années 1990, cet intérêt se tarit et laisse place à une (re)découverte enthousiaste des réalités d'Ancien Régime. Le nouvel engouement se lit dans la multiplication de gestes à forte intensité symbolique, tels que la renomination de la ville de Saint-Petersbourg ou l'exhumation des restes de la famille impériale. Très vite, ce mouvement s'intensifie, comme si la société russe dans son ensemble, écœurée par ce dont elle a eu connaissance ou confirmation, persuadée d'avoir enfin obtenu toute lumière sur les facettes les plus sombres de l'époque soviétique, s'autorisait une phase d'oubli délibéré du passé récent pour mieux plonger dans une vague de nostalgie pour un passé plus lointain.

Au lendemain des festivités de 1995, commémorant le 50^e anniversaire de la victoire de l'Armée rouge sur les troupes nazies, cette attitude connaît une évolution sensible. Progressivement, par le biais des réalisations les plus glorieuses de l'URSS, les citoyens réintègrent les 70 années de communisme dans le grand récit de la nation. Cette évolution est confortée par une initiative emblématique du président Eltsine. Au lendemain de sa réélection, en 1996, ce dernier engage l'ensemble de ses concitoyens à se lancer à la recherche d'une «idée pour la Russie».¹³ Cette quête identitaire se poursuivra jusqu'au lendemain de l'arrivée de Vladimir Poutine aux commandes du pays. Dans sa formulation même, elle présuppose d'envisager et, partant, de repenser le rôle de l'histoire dans le développement de l'entité russe. C'est dans le cadre de

74 ■ cette intense et très officielle réflexion, évaluant le poids du passé sur le

cheminement national, que les députés de la deuxième puis de la troisième législature prennent leurs fonctions. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la Douma majoritairement communiste puis majoritairement centriste des années 1996–2003 se penche elle aussi sur les événements d'antan, en des débats que la situation mémorielle au sein de l'institution condamnait à rendre animés.

HISTOIRE QUANTITATIVE

A un niveau extrêmement général, on note que le passé est régulièrement sollicité par les parlementaires.¹⁴ En gros, sur les quelques 1500 séances plénières qui réunissent les membres de la Douma entre 1996 et 2003, près de 150 sont l'occasion d'une référence significative aux temps anciens, qu'il s'agisse alors de quelques paragraphes consacrés au développement d'un exemple tiré de l'histoire ou de journées entières vouées à la rédaction d'un texte législatif susceptible de régler un des nombreux reliquats de l'époque soviétique. A y regarder de plus près, on observe pourtant que cette abondante sollicitation est inégalement répartie sur l'ensemble des années envisagées. Sous le deuxième mandat de Boris Eltsine, on compte un tiers de références passées en plus que durant la présidence de Poutine. Ce surcroît de sollicitations s'enregistre en automne-hiver 1996/1997 puis au premier semestre 1999, quand le parlement enregistre deux «piques» qui ne sont contrebalancées, sous l'ère Poutine, que par une seule pointe intervenant durant la seconde moitié de l'année 2002.

De prime abord, on serait tenté d'établir une corrélation entre la fréquence des références à l'histoire et la situation économique. Dans la mesure où la situation industrielle et sociale était, à la fin du 20^e siècle plus mauvaise encore qu'elle ne le fut au début du suivant, tout porte à croire que la quantité d'allusions aux temps anciens est inversement proportionnelle à la bonne santé du pays. L'examen des différentes cimes vient à la fois confirmer et nuancer cette impression. Si le lien entre les deux phénomènes était aussi automatique, on aurait dû observer un record absolu en été 1998, soit au moment où se produisit la plus grave crise sociétale qu'eut à subir la Russie post-soviétique. Or, ces quelques mois coïncident avec une nette raréfaction de l'évocation historique, en un creux que les vacances seules ne peuvent suffire à expliquer. Logiquement, les multiples augmentations constatées interviennent à des occasions où la situation est moins catastrophique, sans être pour autant totalement réjouissante. La première d'entre elles se produit alors que les troupes russes se retirent de Tchétchénie. La deuxième intervient au moment des luttes pour la destitution d'un Eltsine affaibli et dont les comportements publics deviennent toujours plus embarrassants. Enfin, la dernière se déve- ■ 75

loppe sur fond de démoralisation et de critique croissante face au conflit tchéchène. Tout se passe donc comme si le passé n'était pas franchement convoqué quand il s'agit de gérer les urgences de l'actualité intérieure et de garantir la survie des administrés. En revanche, il semble abondamment sollicité dans des circonstances où la Russie subit une fragilisation, corrélée à un fort déficit en termes d'image internationale.

HISTOIRE QUALITATIVE

Il est possible que ce *timing* soit partiellement dû aux hasards du calendrier parlementaire qui impose son temps en dépit des événements.¹⁵ Néanmoins, on ne saurait lui attribuer l'intégralité du tracé que dessine la courbe d'intérêt pour l'histoire, dans la mesure où l'essentiel des piques relevées n'est pas imputable à la discussion de projets de lois idoines mais à l'exposé d'éléments d'argumentation de cette nature dans des débats lui étant par ailleurs étrangers. Cette précision pose la question des modes d'approches et de manipulations du passé qui, inévitablement, sous-tendent l'ensemble des références repérées.

Au sein des agissements de la Douma, on distingue trois types de managements du passé. Le premier et le plus évident, sinon le plus «performatif», regroupe toutes les mesures destinées à *gérer* les multiples héritages perçus. Sans doute serait-il légitime d'inclure dans cet ensemble l'essentiel des discussions et décisions visant à réformer les institutions datant de l'époque soviétique, à l'instar de l'aménagement des textes fondamentaux, comprenant de nombreux arrangements constitutionnels ou l'édiction des différents codes, civil et criminel.¹⁶ Mais le corpus ainsi constitué réunirait la quasi totalité des débats législatifs et donc parlementaires menés. La catégorie ainsi définie perdrait toute valeur heuristique; d'autant que la majorité des décisions prises tendent à occulter le passé, plutôt qu'à en formuler les rémanences. Restent toutefois une minorité d'agissements qui ambitionnent de réguler la transition du post-communisme et qui, de ce fait, sont plus immédiatement révélateurs des conceptions de l'histoire qui les fondent.

Dans ce cadre s'étaient déjà intégrées, en février 1994, les différentes amnisties touchant aux événements de 1991 ou de 1993, qui formèrent une législation indispensable au fonctionnement même du gouvernement. Entre 1996 et 2003, le gros de l'effort et de l'attention des députés à cet égard se porte sur deux thèmes corrélés, à savoir le traitement réservé aux vétérans des différentes guerres du 20e siècle ainsi que le sort des victimes politiques du stalinisme. Sur ces sujets, on observe le déroulement d'un scénario analogue, typique du

76 ■ règlement plus général du passé. Dans la foulée du renouveau instauré par la

Constitution de 1993, le premier parlement avait édicté des lois reconnaissant les anciennes souffrances, voire les torts causés aux ex-ressortissants de l'URSS. Les représentants des législatures suivantes, depuis 1998 surtout, sont amenés à rectifier les imperfections de ces textes juridiques¹⁷ et, par là même, souvent tentés d'en modifier la portée. En principe, il s'agit alors de demander un élargissement du nombre des personnes susceptibles de bénéficier des compensations octroyées. En principe, toujours, ces requêtes sont rejetées pour des raisons financières. Si, dans les conditions budgétaires russes, le motif avancé est plausible, du moins constitue-t-il un prétexte facile pour refuser d'entrer en matière et, partant, une façon aisée de réfuter une partie des injustices attribuées au communisme.¹⁸ Cette attitude trahit l'enjeu politique de ces prises de position, encore nettement plus visible dans les entreprises de *commémoration*. En marge de la gestion du passé, essentiellement occupée à en liquider les aspects les plus traumatiques, on trouve toutes sortes de résolutions destinées à en rappeler l'importance et la grandeur. Dès la fin de l'ère Eltsine, et de manière toujours plus accentuée depuis lors, les députés se penchent sur l'inscription de l'histoire dans le paysage. En d'autres termes, ils accordent une attention grandissante aux vestiges tangibles du cheminement national, s'intéressant à la préservation des monuments anciens, au développement des musées ou encore à la conservation de sites mémorables. Au-delà des classiques restrictions, liées aux difficultés économiques du pays, il règne un certain consensus dans le domaine, se situant à la jonction des différentes conceptions sur le maintien des traces du temps. Pour les uns, il est opportun de garder l'héritage architectural et culturel du pays, d'autant que ce legs provient en grande partie de l'Ancien Régime. Pour les autres, il importe de perpétuer la pratique soviétique qui, traditionnellement, veillait avec soin sur ces biens patrimoniaux.¹⁹

Un accord similaire, quoique plus alambiqué, intervient au niveau de ce cas particulier de la commémoration qu'est la symbolisation. La chose s'observe avec une grande netteté à l'occasion de l'intense discussion entourant le choix du drapeau, de l'hymne et des insignes russes. Le débat, mené sur près de cinq ans, se présente initialement et classiquement comme la ratification légale de décisions prises par Eltsine au lendemain du putsch de 1993.²⁰ Les choix du premier président étaient nettement dominés par le désir de revenir aux emblèmes d'Ancien Régime. Non pas que l'ensemble des éléments censés signifier l'identité du nouveau pays aux yeux des contemporains ait été repris tel quel du rituel prérévolutionnaire, mais ils en portaient la marque et l'inspiration. Ainsi, si la gerbe retenue était précisément celle des tsars, du moins la bannière et le chant national étaient-ils des créations anciennes qui n'avaient jamais été utilisées à ces fins-là. Au fil des discussions et du temps, les députés ■ 77

parviennent à un compromis qui semble satisfaire tout le monde: on décide de garder les couleurs et les symboles à connotation tsariste. En revanche, l'hymne sera celui de l'URSS, quitte à en actualiser les paroles.²¹ Habilement, le nouveau texte composé par Mikhalkov mêle les références soviétiques à l'union des peuples et les allusions plus lointaines à la sagesse héritée des aïeux, insistant sur la pérennité d'un puissant pays immense placé sous la sauvegarde de Dieu.²²

Reste que l'entente est encore plus difficile à trouver, quand le parlement aborde ce domaine situé au croisement de la célébration et de l'emblème que sont les édifices commémoratifs. Déjà animés quand il s'agit de placer un monument évoquant la période prérévolutionnaire, les débats s'avivent encore quand on prétend commémorer quelque haut personnage de l'époque soviétique.²³ L'une des controverses les plus longues et les plus serrées intervient au sujet du buste de Dzerjinski.²⁴ Ce dernier avait longtemps trôné devant le siège du KGB, avant d'être déboulonné en 1991. En décembre 1998, les communistes proposent de le réinstaller à la Lubjanka et suscitent ainsi un tollé des plus significatifs. L'affaire, qui se prolonge jusqu'en août 2002, dépasse immédiatement le cadre esthétique puisqu'il ne s'agit pas d'ériger un nouveau monument mais d'en replacer un ancien, abattu par la foule.²⁵ En réalité, la réaction populaire et celle de la majorité des parlementaires outrés s'expliquent surtout par le rôle qu'avait joué l'homme ainsi immortalisé. De fait, Dzerjinski avait gagné sa notoriété en tant que chef de la police secrète et, à ce titre, est maintenant jugé responsable de millions de morts. La suggestion de remettre sa statue au centre de Moscou heurte donc les députés libéraux et centristes, suffoqués à l'idée qu'on puisse vouloir rendre hommage au plus cruel «bourreau» de l'histoire russe. Tandis que leurs adversaires disent vouloir honorer en lui le bienfaiteur des orphelins ainsi que le plus virulent combattant de cette même corruption... qu'ils reprochent à Eltsine. Dans ce contexte, la commémoration ne sert pas à rappeler le passé pour le célébrer ni pour le gérer. A l'instar d'un usage multiséculaire, elle se transforme en donneuse d'exemples et de leçons. Mieux encore, elle est utilisée pour alimenter des disputes qui ne la concernent guère, puisqu'elle est manipulée dans un but éminemment politique et présent.²⁶

DISCOURS ET PERCEPTIONS HISTORIQUES

Paradoxalement, l'enjeu idéologique du passé apparaît avant tout dans les débats où nul ne tente d'agir sur lui, mais où, en revanche, il est dûment évoqué 78 ■ sinon convoqué. Autant les opérations de gestion ou de commémoration

caractérisent plutôt l'époque Poutine qui peut mettre à cette tâche davantage de moyens pécuniaires, autant la référence aux temps écoulés semble être un «sport» privilégié du parlement Eltsine. Mais au-delà de ces nuances quantitatives, on note que l'emploi discursif ou rhétorique de l'histoire est, de loin et durant les deux législatures envisagées, la modalité de maniement la plus courante de l'héritage transmis.²⁷

Cette propension s'explique, en premier lieu, par la haute idée que les représentants, toutes tendances politiques confondues, semblent se faire de l'histoire. Cette dernière, conformément à la pensée marxiste, constitue bien plus que le récit officiel du passé.²⁸ Elle est non seulement une durée, mais un destin dans le sens d'une pérennité.²⁹ Elle montre des tendances ainsi que des directions dans lesquelles il serait souhaitable de faire cheminer le pays.³⁰ En outre, en tant qu'accumulation de faits avérés et scientifiquement prouvés, son évocation conserve des accents de vérité qui en font une autorité incontournable. Ces certitudes et leur caractère inébranlable sont d'autant plus étonnantes que, comme le dit la sagesse populaire locale, l'histoire nationale est des plus imprévisibles.³¹ D'ailleurs, elles n'empêchent pas, voire elles incitent les députés à baser leurs démonstrations passéistes sur des interprétations tendancieuses, voire totalement fantaisistes. Le fait est patent lors de l'exposé d'événements extérieurs au pays, mais il est aussi fréquent quand il s'agit de relater des épisodes purement russes. Les libertés prises avec l'histoire ne sont pas seulement dues à l'ignorance des savoirs exacts qu'elle peut véhiculer mais également à la manière dont elle est elle-même envisagée. Sous le terme d'histoire se dissimulent une multitude d'approches du passé qui se jouent de l'exactitude et qui, *mutatis mutandis*, se repèrent dans chacune des périodes abordées.

L'une des époques les moins convoquées est le Moyen Âge. Quoique rare, l'allusion est souvent percutante. Elle se réfère communément aux différentes entités médiévales comme ayant connu les prémices du système parlementaire, pour ne pas dire démocratique.³² Le but du jeu est alors de souligner la précocité du phénomène sur le territoire russe. Il s'inscrit ainsi dans cette tendance propre à chaque récit national et visant à attribuer la plus grande ancienneté possible à des inventions contemporaines.³³ Mieux encore, il s'agit ainsi de revendiquer une certaine continuité, permettant d'envisager les expérimentations institutionnelles de la Russie actuelle comme la renaissance d'une pratique ancestrale. Ce faisant, les députés évitent en partie les craintes que pourraient susciter les innovations d'aujourd'hui et, en outre, légitiment leur place de même que leur action. Rien ne permet de penser que ce processus soit délibéré, ni conscient. Tout indique, à commencer par son acceptation générale, qu'il répond à un besoin.³⁴ A ce titre, et dans la mesure où il implique une véritable mythification des réalités médiévales, il s'apparente à ■ 79

ce que W. H. McNeill a désigné sous le terme de *mythistory*, soit l'ensemble de faits plus ou moins légendaires considérés comme des vérités historiques et sur lesquelles se fonde une identité.³⁵

L'Ancien Régime tsariste ne remplit pas le même rôle et ne suscite d'ailleurs pas la même unanimité. Ce désaccord apparaît dès que l'allusion historique touche aux réalités internes. Sous la deuxième législature surtout, il n'est pas rare d'entendre critiquer la déplorable situation économique intérieure actuelle et de voir accentuer l'effet de ce reproche par une comparaison avec les conditions d'existence régnant à la veille de la Première Guerre mondiale.³⁶ Le passé ainsi convoqué, nettement embelli, porte des accents nostalgiques et mythiques qui ne sont pas sans rappeler la *mythistory* médiévale. De fait, il recouvre des fonctions similaires, puisqu'il s'agit de prouver que la Russie est capable d'atteindre un niveau de prospérité d'autant plus accessible qu'il l'a été près d'un siècle auparavant. Cette vision des choses se heurte pourtant régulièrement à celle que lui opposent les représentants communistes, pour la plupart. Ceux-ci nient farouchement le supposé bien-être de la société tsariste et se plaisent à exposer la misère dans laquelle vivaient alors les classes laborieuses.³⁷ Moins que des ouvrages d'histoire, en tant que tels, leur interprétation reprend les grandes lignes des manuels scolaires soviétiques. Et même si elle se rapproche plus de la «vérité» que ne le fait la version de leurs contradicteurs, elle reste fortement idéologisée puisqu'elle permet de suggérer les progrès accomplis durant la période bolchevique... et ruinés depuis lors. L'entente se produit pourtant quand le temps des tsars permet d'insister sur le poids culturel de la Russie, ou, plus fréquemment encore, quand il sert à souligner la puissance internationale du pays ainsi que sa vénérable durée.³⁸ Quels que soient les sentiments que les députés puissent éprouver à l'idée de redonner à leur patrie une place prépondérante sur l'échiquier européen sinon mondial, ils ne semblent pas contester que telle était bien sa position traditionnelle, ni vraiment mettre en doute qu'un tel passé justifie la politique présente.³⁹

Plus encore que l'Ancien Régime, les parlementaires se réfèrent à l'époque soviétique, en suivant un schéma d'argumentation analogue, tout à la fois renforcé et nuancé. Le clivage s'opère ici aussi selon une ligne de partage séparant grossièrement les communistes et leurs affiliés des membres d'autres partis. L'argumentation est alors inversée, dans la mesure où c'est du camp libéral, voire des groupements patriotiques, qu'émanent les avis les plus négatifs. De l'aveu même de leurs locuteurs, ces opinions se fondent sur les découvertes scientifiques les plus récentes en la matière.⁴⁰ Si la source semble incontestable, l'emploi qui en est fait reste orienté, puisqu'il s'agit surtout de noircir les années de bolchevisme, afin de blanchir celles qui lui ont succédé. Dans cet

80 ■ exercice, ils s'opposent évidemment à ceux qui se considèrent comme les

héritiers naturels du régime ainsi épinglé. Sans réelle surprise, ces derniers préfèrent souligner les formidables acquis de la période incriminée qui enregistra, en dépit de tout, une nette amélioration du niveau de vie et propulsa l'Union soviétique au premier rang des puissances internationales. Comme ils l'admettent eux-mêmes, leur interprétation relève moins des nouvelles recherches académiques en la matière, que des préceptes enseignés durant la période même.⁴¹ A l'instar des pratiques alors mises en œuvre, l'événement qu'ils convoquent avec le plus de fréquence et le plus de pathos est la Seconde Guerre mondiale, considérée comme l'exemple type de la souffrance consentie par le peuple russe pour la sauvegarde de la civilisation européenne.⁴² Dans cette évocation d'un messianique passé traumatique encore récent, ils font régulièrement appel à une mémoire familiale ou collective, qui rejoint celles de leurs adversaires.⁴³ Au-delà donc des désaccords fondamentaux qui s'expriment à travers la référence au stalinisme, on constate l'existence d'un consensus sur la notion de malheur.⁴⁴ Tous s'accordent sur son poids dans l'histoire du pays et rares sont ceux qui contestent son caractère rédempteur. La chose est si vraie que la revendication d'une douleur supérieure est la garantie d'emporter une décision disputée, quel que soit le camp qui s'en déclare le représentant. Plus que la mémoire des souffrances, c'est leur souvenir qui alimente les références à ce qui apparaît comme de l'histoire immédiate. L'exceptionnelle densité événementielle qui a marqué le développement de la Russie entre la perestroïka et le putsch de 1993 explique sans doute que ces quelques années soient parmi les périodes les plus souvent traitées au sein du parlement. Et le fait même que cette décennie de profonds bouleversements se soit déroulée peu de temps auparavant permet également de comprendre pourquoi elle suscite parfois des débats très animés, pour ne pas dire violents.⁴⁵ La présence de témoins privilégiés, voire d'anciens adversaires, sur les mêmes bancs parlementaires, a une incidence non négligeable sur les comportements au sein de la Douma. Il n'est ainsi pas exceptionnel de voir une interpellation tourner à l'accusation et sa réplique sonner comme la justification d'une conduite passée: les uns étant alors communément condamnés pour avoir risqué d'ensanglanter à nouveau la Russie, tandis que les autres se voient reprocher la «ruine» de l'URSS.⁴⁶ Mais en dehors des campagnes électorales et à l'exception d'échauffements passagers, les députés tentent d'éviter ce type de situations. Et ils n'ont pas oublié les remous qui accompagnèrent l'effondrement du système soviétique, et si ces faits dictent souvent leurs prises de position, du moins s'abstiennent-ils de donner un cours trop polémique à l'évocation de leurs réminiscences. L'impact de ce vécu angoissant sur les esprits se signale dans un processus rhétorique des plus significatifs. De fait, parvenir à démontrer qu'un orateur risque de déclencher un conflit fratricide, tel que celui qui ■ 81

ravagea le pays après la Première Guerre mondiale ou celui qui menaça en 1991 puis en 1993, revient à lui retirer la parole, voire à discréditer son action tout entière.⁴⁷

Qu'elle soit immédiate, contemporaine, moderne ou carrément ancienne, l'histoire que citent les parlementaires n'a rien de l'exposé serein d'une connaissance académique. En dépit de leurs assertions et des lectures érudites de quelques représentants libéraux sur les méfaits du stalinisme, il s'agit d'un mélange de souvenirs, de mémoire(s), de culture scolaire et de convictions intimes, propres à véhiculer des messages plus ou moins mythiques ou programmatiques sous couvert de «véracité».⁴⁸ Or, le passé ainsi évoqué est doté d'une forte charge émotionnelle et affective. C'est sans doute cette combinaison qui en fait une arme rhétorique efficace, susceptible, le cas échéant, de déterminer l'issue d'une dispute et méritant donc de figurer au nombre des accessoires indispensables à l'argumentation politique.

DYNAMIQUE HISTORIQUE

L'évocation de ce que les députés appellent histoire reflète donc un double clivage. Une première rupture se dessine sur le plan politique ou, plus exactement, au niveau de la traduction idéologique de l'expérience. La seconde intervient dans l'appréciation même des épisodes du passé qui sont, pour la plupart, évalués de manière dichotomique; créant de ce fait un contraste net entre les points jugés positifs et ceux qu'il convient de blâmer. Au cours de l'intervalle envisagé, ces deux césures tendent à se combiner en une dynamique qui semble dessiner le cheminement du rapport entre histoire et politique dans la Russie d'aujourd'hui.

Sous la présidence de Boris Eltsine, entre 1996 et 1999, on note une exacerbation de cette double division. C'est durant cette législature que les événements saillants du parcours russe semblent le plus intensément connotés, en bien comme en mal. Parallèlement, les représentants des différents partis campent sur leurs positions et/ou sur leurs oppositions. Classiquement, le jeu consiste, pour les députés d'obédience communiste, à insister sur les pages noires de l'Ancien Régime et de la période présente, tout en accentuant les réussites soviétiques. Il s'agit de montrer que la misère actuelle équivaut à celle qui régnait sous l'Empire et ruine les avancées sociales du bolchevisme qui avaient fini par l'éradiquer, tout en assurant à l'URSS une visibilité mondiale des plus enviées. A l'inverse, leurs adversaires se complaisent dans une vision idéalisée de la Russie tsariste et dénoncent avec véhémence les crimes staliniens,

82 ■ sans vraiment critiquer les problèmes posés par l'affaiblissement général de la

contrée d'aujourd'hui. Cette polarisation s'explique aisément par la composition complexe du gouvernement, où les communistes qui dominent le législatif sont tentés d'user des moyens parlementaires mis à leur disposition pour affronter un exécutif libéral qui, quelques années auparavant, leur a interdit le retour au pouvoir. A cela s'ajoute une situation économique déplorable, qui suscite mécontentement, humiliation et comparaisons défavorables avec les régimes antérieurs.

Le changement de gouvernement en 2000, soit l'élection de Poutine et celle d'une nouvelle majorité centriste à la Douma, modifie cette configuration. Désormais minoritaires, les députés communistes réduisent leurs prétentions et leur agressivité. La chose se fait d'autant plus facilement que, peu à peu, les conditions de vie s'améliorent et qu'il devient toujours plus facile de rejeter la faute de toutes les imperfections présentes sur l'équipe dirigeante précédente.⁴⁹ Dans ce cadre, les avancées soviétiques ne constituent plus tant des reproches que des illustrations des prouesses dont la Russie était et est toujours capable. Au sein des autres partis et, surtout, parmi les représentants du centre, on observe une démarche similaire, quoique amplifiée et inverse, qui aboutit à un rapprochement sensible des deux appréhensions jusqu'alors antagoniques du passé. Là encore, le mouvement s'opère en quelque sorte sur le dos de l'administration Eltsine, dont un nombre croissant de députés souligne les ressemblances avec les aspects déplaisants du tsarisme.⁵⁰ En revanche, ils rejoignent les communistes dans la célébration des réussites bolcheviques. C'est dire qu'ils accentuent les mêmes exploits et taisent les mêmes horreurs... à l'exception des libéraux, minoritaires, qui déclarent que ces dernières font elles aussi partie de «notre histoire».

La base consensuelle sous-tendant la perception du passé et trahie par les facultés argumentatives de certaines notions historiques telles que la souffrance s'est donc élargie au cours du temps. Cette extension a coïncidé avec une dépoliarisation des débats comme des clivages idéologiques, elle-même accentuée par la composition toujours plus centriste du parlement.⁵¹ Elle a abouti à une certaine entente quant à la manière d'appréhender un héritage, apprécié de manière si contrastée pourtant. De ce legs, traumatique et encore pesant, les députés s'accordent à ne retenir que le plus petit dénominateur commun, soit le rôle de grande puissance, quel que puisse être le revers de cette valorisante médaille et quelle que soit l'époque – Ancien Régime ou période soviétique – à laquelle il a été façonné. De prime abord, le discours politique semble ainsi indiquer l'amorce d'un processus d'acceptation, voire de «digestion» du passé qui, à la faveur de la position d'interface occupée par la Douma, devrait augurer d'un apaisement susceptible de toucher l'ensemble de la société russe.

HISTOIRE TRANSITIONNELLE?

Une quinzaine d'années après le début de la perestroïka, on constate dans le débat parlementaire l'existence d'un certain accord quant au rôle et à la signification des temps anciens, qui servent surtout à témoigner de l'importance immémoriale de la Russie. La grandeur ainsi exaltée ne se réfère pas exactement à l'histoire, mais plutôt à ce qui s'apparente à une «impression» de passé, dotée d'une appréciable force persuasive et susceptible de se transformer, à ce titre, en redoutable argument politique. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'elle surgisse essentiellement dans des débats qui, pour être tendus, ne la concernent pratiquement pas. De fait, cette rhétorique n'est pas employée quand le pays va très mal, ni quand il semble se porter bien. Elle est généralement employée dans des moments de péjoration générale de la situation, quand les fondements identitaires du pays paraissent menacés; c'est-à-dire, quand à une certaine morosité interne s'ajoute une nette détérioration du poids comme de l'image extérieurs de la Russie. Dans ce cadre, la transmission de l'«histoire» arrive à point pour témoigner de la gloire perdue et tenter d'en stimuler le retour – ce à quoi les parlementaires sont en mesure d'œuvrer.

Dans ce souci et cet usage corrélé du passé, empli d'exagérations notables et de silences plus grands encore, les députés tissent une continuité avec une tradition de puissance internationale, héritée des régimes précédents. En vertu de ce lien retrouvé, on pourrait estimer que la plus importante des ex-républiques d'URSS est maintenant sortie de sa période de transition; à moins que cet accord ne constitue qu'une étape, permettant de rendre l'histoire acceptable avant qu'elle ne soit totalement acceptée. Dès lors, l'épisode que traverse la Russie d'aujourd'hui ne se terminerait qu'au moment où les représentants et, *a fortiori*, les représentés seraient à même d'affronter toutes les facettes du cheminement de leur patrie... pour mieux en élaborer un nouveau récit.⁵² Dans cette dernière hypothèse, la fin du processus transitoire risque pourtant de se faire attendre. En tant que porteurs des différentes consciences historiques russes, les parlementaires semblent signaler un besoin général de sortir des humiliations et de rappeler des souvenirs de grandeur. De surcroît, en tant que détenteurs d'une part non négligeable de pouvoir, ils sont susceptibles d'orienter leur action et l'avenir dans le sens impérial que semble leur léguer le passé. Dès lors, leur vision tronquée et affective des choses menace d'en perpétuer longtemps la perception; tant il est vrai, en dernière analyse, que leur poids dans la diffusion de l'histoire réside moins dans leurs qualités de (re)transmission de l'histoire que dans leur capacité à façonner celle de demain.

Notes

- 1 Cet article constitue l'exposé des résultats provisoires d'une recherche menée sous les auspices du Fonds national suisse de la Recherche scientifique et intitulée: L'appréhension politique de l'histoire en Russie ou l'élaboration d'une nouvelle continuité (1993–2003).
- 2 Kari Palonen, *Parliamentarism: a Politics of Temporal and Rhetorical Distances*, Communication lors du PHED Network de la European Science Foundation, Malaga octobre 2003.
- 3 Sur ce lien entre histoire et politique, voir notamment, Frank R. Ankersmit, *Historical Representation*, Stanford 2001, 262–280.
- 4 Dans le sens de George L. Mosse, *La grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, [Paris] 1999.
- 5 Hélène Carrère d'Encausse, *Le malheur russe: essai sur le meurtre politique*, Paris 1990.
- 6 Ce terme, quoique sujet à caution, est celui que la plupart des auteurs adoptent pour parler des transformations qui agitent actuellement la Russie. Voir, par exemple Andreas Langenohl, *Erinnerung und Modernisierung: die öffentliche Rekonstruktion politischer Kollektivität am Beispiel des neuen Russland*, Göttingen 2000.
- 7 Boris Orlov, «Das Problem des Grossmachtdenkens in der russischen Geschichte», *Osteuropa* 6 (2001), 657–671.
- 8 L. V. Grankin, *Parlament Rossii*, Moscou 2001.
- 9 Artemy Magun, *The post-communist revolution in Russia and the genesis of representative democracy*, Communication lors du PHED Network de la European Science Foundation, Malaga, octobre 2003, 3–6.
- 10 Aux dernières élections de la Douma, en décembre 2003, 50 partis différents ont ainsi présenté des candidats. Source: Rossijskij fond svobodnykh vyboroj (éd.), *Politicheskie partii. Izbiratel' nye ob' edinenija nakanune vyborov deputatov Gosudarstvennoj Dumy...*, Moscou 2003.
- 11 Cette classification est inspirée par: I. N. Barygin (éd.), *Politicheskie partii, dvizhenija i organizacii sovremennoj Rossii na rubezhe vekov*, Saint Pétersbourg 1999. D'autres auteurs ont privilégié des typologies différentes, plus nuancées mais aussi plus complexes, à l'instar de Z. M. Zotova, *Politicheskie Partii Rossi*, Moscou 2001.
- 12 Sur cette temporalisation, voir Jutta Scherrer, «Sehnsucht nach Geschichte». Der Umgang mit der Vergangenheit im postsowjetischen Russland», in Chr. Conrad, S. Conrad (éd.), *Die Nation schreiben. Geschichtswissenschaft im internationalen Vergleich*, Göttingen 2002, 165 ss.
- 13 Boris Orlov, «Russland auf der Suche nach einer neuen Identität», *Osteuropa* 5 (1999), 470–485; Gerhard Simon, «Auf der Suche nach einer Idee für Russland», *Osteuropa* 12 (1997).
- 14 Les débats de la Douma sont consultables sur le site: <http://www.akdi.ru> de même que sur: <http://wbase.duma.gov.ru/steno/nph-sdb.exe>. Pour toutes les séances d'avant 1997, il existe une version électronique, disponible en intranet à la bibliothèque du Parlement. On trouve également une version imprimée de ces sténogrammes.
- 15 Voir Palonen (note 2).
- 16 Le code criminel, remplaçant le code soviétique de 1960 est ratifié le 1er janvier 1997, alors que le nouveau code civil date de décembre 1995.
- 17 La loi sur les vétérans avait été ratifiée par la Douma en décembre 1996. Elle sera ensuite modifiée et complétée par huit textes, tous rédigés entre 2000 et 2002 (*Federal' nyj zakon o veteranaxh*, Moscou 2003).
- 18 Cette tendance s'observe dans l'argumentation communiste qui affirme que les événements de 1991 n'ont pas fait moins de malheureux. Voir, notamment, les séances du 16 octobre 1998, 19 octobre 1999, 18 octobre 2000 et 1er décembre 2000. En revanche, quand les victimes sont celles du nazisme, les députés se montrent plus enclins à l'indulgence. Voir les séances du 27 janvier 1999, 5 février 1999, 11 octobre 2002 et 18 décembre 2002.

- 19 Voir, par exemple, les séances du 20 mai 1999, 29 septembre 1999, 5 novembre 1999, 26 avril 2000, 7 juin 2001, 5 juillet 2001, 29 novembre 2001, 22 mai 2002, 23 octobre 2002, 15 novembre 2002, 17 janvier 2003.
- 20 Soit, dans la période envisagée, du mois d'avril 1997 au mois de décembre 2001.
- 21 Les discussions les plus divertissantes concernent l'hymne national, certains députés proposant de remplacer la musique de Glinka qu'avait choisie Eltsine, par le chant populaire *Katjusha*. Ce dernier était, selon eux, celui qu'entonnaient les soldats lors de leur lutte contre le nazisme. En outre, dans la mesure où il parle de poiriers et de pommiers, il serait propre à plaire au parti agrarien ainsi qu'au parti libéral Jabloko, puisque jabloko signifie la pomme en russe (séances du 23 janvier 1998, 5 février 1998).
- 22 *Gosudarstvennaja simbolika Rossijskoj Federacii*, Moscou 2003, 63.
- 23 Par exemple, séances 16 octobre 2002 et du 18 décembre 2002.
- 24 Séances des 9 et 4 décembre 1998, 23 juin 2000, 27 septembre 2002.
- 25 Sur cette problématique de la réédification de monuments, quoique dans une tout autre perspective, voir Tristan Landry, «Lieux de pouvoirs et micropolitique de la mémoire. L'exemple de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou», *Politique et sociétés* 22/2 (2003), 75–101.
- 26 Georges Nivat, «Le stupéfiant retour de Dzerjinski, déboulonné dans la liesse en 1991», *Le Temps*, 3. 10. 2002.
- 27 La chose se comprend aussi dans le cadre de disputes rhétoriques, l'histoire apparaissant comme un argument «évident» à brandir. Voir: Georgij Khazagerov, *Politicheskaja ritorika*, Moscou 2002, 59 et *passim*.
- 28 Pour reprendre la définition extrêmement générale et utile établie par Bogumil Koss et Jocelyn Létourneau, *L'histoire en partage. Usages et mises en discours du passé*, Paris 1996.
- 29 A cet égard, voir notamment la séance du 20 février 2002.
- 30 Séance du 10 mars 1999.
- 31 Jurij Poljakov, *Nashe nepredskazuemoje proshloe*, Moscou, 1995.
- 32 Séance du 19 mai 1999.
- 33 C'est, notamment, le phénomène que démontre et démonte Eric Hobsbawm, *The Invention of tradition*, Cambridge 1983.
- 34 Voir, par exemple, la séance du 26 mai 2000, où il s'agissait de dédier un jour au parlementarisme en Russie.
- 35 W. H. McNeill, *Mythistory and Other Essays*, Chicago 1986. Voir également Joseph Mali, *Mythistory: The Making of a Modern Historiography*, Chicago 2003.
- 36 Par exemple, séance du 16 octobre 2002.
- 37 Une dispute à la fois mémorable et significative se produit à ce sujet lors de la séance du 20 mars 2002.
- 38 Lors de l'évocation de la conquête napoléonienne, ces deux thèmes sont étroitement corrélés.
- 39 Le leader populiste Vladimir Zhirinovskij est coutumier de ce genre de propos, qui prennent dans sa bouche des accents presque caricaturaux.
- 40 Voir, notamment, les propos de la députée de l'Union des forces de droite, Irina Khakamada, le 27 septembre 2002. Même dans ces cas-là, on note que la plupart des parlementaires ne mentionnent pas de noms d'historiens. Quelle que soit son origine, cette discrétion est prudente dans la mesure où les conditions de la recherche ont incité un nombre considérable d'historiens à œuvrer aux marges du dilettantisme. Voir Svetlana Chervonnaja, «Geschichtswissenschaft Russland in den 1990er Jahren. Problematik, Methodologie, Ideologie», *Osteuropa* 6 (2001), 695–715.
- 41 Par exemple, séance du 2 décembre 1998.
- 42 Par exemple, séance du 2 avril 1997. Sur l'importance de la Grande Guerre patriotique dans la société russe tout entière, voir Langenohl (note 5) ainsi que Vjatcheslav Nikonov, «Ros-

- sijskoe i sovetskoe v massovom soznanii», in V. Nikonov (éd.), *Sovremennaja rossijskaja politika*, Moscou 2003, 189 *et passim*.
- 43 Sur les modalités de cet accord, dans le camp des populistes et durant la législature Eltsine, voir Wendy Slater, «Russia's Imagined History: Visions of the Past and the new «Russian Idea»», *Journal of Communist Studies and Transition Politics* 14/4 (1998), 69–86.
- 44 Par exemple: séance du 22 mai 1998, ou encore, du 24 décembre 1998.
- 45 A cet égard, voir notamment la séance du 14 mars 1997 où se discute l'idée d'un jour de commémoration dédié aux victimes des événements de 1993.
- 46 L'épisode le plus marquant, dans ce contexte, est la mesure d'*impeachment* contre Boris Eltsine que les députés communistes voulaient faire voter à la Douma, à la mi-mai 1999. Ces quelques séances constituent d'excellents révélateurs de la tension qui régnait alors dans la Douma en raison du vécu antagonique des parlementaires. Sur cette affaire, voir également: *Sbornik dokumentov [...] po ocenke sobljudenija pravil [...] protiv El'cina*, Moscou 1999.
- 47 Par exemple, séance du 14 mars 1997.
- 48 Sergej Antonenko, «Ot sovetskogo k postsovetskomu obrazu – mutacii mifa vlasti v sovremennoj Rossii», in Karl Ajmermakher (éd.), *Mify i mifologija v sovremennoj Rossii*, Moscou 2000, 189–211; A. N. Kol'ev, *Politicheskaja mifologija: Realizacij social' nogo opyta*, Moscou 2003, 371 *et passim*.
- 49 Voir la séance du 8 décembre 2000 et, plus spécifiquement, l'intervention du député communiste Nikolaj Gubenko.
- 50 Voir, là encore, la séance du 8 décembre 2000.
- 51 De manière symbolique, cette tendance se repère lors des dernières discussions sur les possibilités de redresser la statue de Dzerjinski à Moscou. L'accord ne parvenant pas à se faire, un député propose d'ériger un monument à Poutine, ce qui réconcilierait tout le monde! (Séance du 27 septembre 2002).
- 52 Pour Scherrer (note 12), une époque de transition se termine avec la composition d'un nouveau récit du passé.

ZUSAMMENFASSUNG

ZWISCHEN JELZIN UND PUTIN. GESCHICHTE UND GESCHICHTSBILDER IM POLITISCHEN DISKURS RUSSLAND

Das heutige Russland des Übergangs hat ein komplexes Verhältnis zur eigenen Geschichte. Dies zeigt sich etwa, wenn man russische Parlamentarier in der Duma über die russische Vergangenheit reden hört. Das Geschichtsbild der Volksvertreter stellt eine subtile Mischung dar aus persönlichen Erinnerungen, Bruchstücken des kollektiven Gedächtnisses, Geschichtslektionen aus der Schule, aber auch Traditionen und Mythen; am Rednerpult können solche Bilder eine unheimliche rhetorische Wirkung und dementsprechend politisches Gewicht bekommen. «Geschichte» wird nicht unbedingt dann mobilisiert, wenn es dem Land besonders gut oder schlecht geht, sondern mit Vorliebe dann, wenn gerade das Gefühl herrscht, die russische Identität sei in ihren Grundfesten bedroht. Geht in Russland etwa die Meinung um, das Land verliere an inter- ■ 87

nationaler Glaubwürdigkeit, so greift man gerne auf «die Geschichte» zurück, um Vertrauen auf die baldige Wiedergewinnung dieser Glaubwürdigkeit zu schöpfen. Mitte der 1990er-Jahre stritten die verschiedenen in der Duma vertretenen ideologischen Richtungen noch intensiv über die Russlands Rolle in der Geschichte. Heute ist die Debatte eingeschlafen und in Regierungskreisen scheint zunehmend Konsens über die Vergangenheit zu herrschen. Als Beobachterin fühlt man sich unweigerlich an sowjetische und zaristische Zeiten erinnert und man fragt sich, ob die neue «Übereinstimmung» als Zeichen für das Ende der Übergangsphase gewertet werden soll oder ob der Übergang erst dann geschafft sein wird, wenn die russischen Volksvertreter und ihre Wähler bereit sind, die eigene, schmerzvolle Geschichten in ihren verschiedenen Facetten zu betrachten. Die Zukunft wird es weisen.

(Übersetzung: Jonas Römer)